

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 68 - VENDREDI 7 MAI 2010

Les Grecs ont des atouts

LE MERLE MOQUEUR

Onfray fait un peu peur. On se demande si, dans son prochain livre, il ne va pas nous expliquer que Darwin a inventé la théorie de l'évolution parce qu'il avait une maîtresse bonobo.

AGENDA MILITANT

→ 7 mai

Paris [Culture Rom](#)

Paris [La méditerranée des femmes](#)

→ 8 mai

Paris [La politique et l'événement](#)

→ 10 mai

Paris [«Conflit et engagement féminin en Jordanie, Palestine et Israël»](#)

[Bouches-du-Rhône](#)

[C'est quoi la gauche aujourd'hui?](#)

→ 15 mai

Paris [Journée politico-festive de l'appel et la pioche](#)

→ 20 mai

Paris [Tribunal Russell : soirée de soutien](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ Culture

[Nombreux pour l'Art et la culture](#)

→ Communisme

[Des pistes pour une refondation](#)
[Passer de l'autre côté du miroir](#)

Le bras de fer qui débute en Grèce ne concerne bien sûr pas ce seul pays. Son issue donnera une indication sur la possibilité d'imposer partout en Europe un « backlash » social sans précédent. Le choc, la violence et la rapidité de ce retour en arrière font partie des conditions de la réussite de ce plan régressif (1).

Pour s'opposer à cette purge, les Grecs ont de solides atouts. Et d'abord leur mouvement social. Il est puissant et dynamique. On se souvient encore de la mobilisation de toute la jeunesse grecque en décembre 2008, contre la précarité ; un mouvement qui unissait étudiants et jeunes des classes populaires et qui résonna dans toute l'Europe. Le mouvement social grec bénéficie d'une politisation de toutes les couches sociales et de tous les âges. Mais il est divisé : comme toujours à Athènes il y avait deux manifestations, celle des communistes du KKE faisant route à part. Le mouvement est aussi traversé par un courant radical et violent qui vient de provoquer trois morts, au risque de discréditer le mouvement tout entier. Enfin, il lui faudra surmonter la contradiction politique de voir ce plan d'austérité mis en œuvre par le Pasok, auquel adhèrent les dirigeants des grandes centrales syndicales.

Les Grecs ont de la force. Ils ont aussi des arguments. Il leur faudra les deux. Comme partout, les mesures d'austérité sont prises au nom de la réduction des déficits publics. Réduire les déficits en étouffant la croissance (la réduction des salaires va la produire) et donc en réduisant les rentrées d'impôts ? Il faut bien s'interroger sur la réalité même de l'objectif annoncé.

Pour rééquilibrer les comptes publics, il faudrait mettre à contribution le plus grand propriétaire foncier (l'Église des popes) ou le premier secteur d'activité (les armateurs). Or l'un comme l'autre sont exemptés d'impôt. On pourrait également réduire le budget militaire : l'effort d'armement grec est le premier du monde rapporté au nombre d'habitants. Mais de tout cela il n'est pas question dans le plan Merkel-Papandréou-Sarkozy-Strauss-Kahn.

On peut alors douter que la finalité soit donc bien celle proclamée. En réalité, deux objectifs sont directement poursuivis : celui de réduire partout et drastiquement les dépenses publiques et sociales (au bénéfice de qui vous savez) et celui d'aider la Grèce à rembourser sa dette contractée auprès de banques privées, notamment allemandes et françaises. Le ●●●

(1) On ne peut s'empêcher de faire ici référence aux analyses de Naomi Klein démontrant dans son dernier livre que la stratégie du choc est une arme pour imposer des politiques néolibérales à des peuples hébétés, sidérés.

●●● plan grec porte témoignage du rapport de force interne à l'Europe (loin des fariboles sur la solidarité européenne). On connaît le cynisme de ces prêts consentis deux points au dessus du taux d'emprunt par la France : les difficultés des amis sont une aubaine! Mieux. La France et l'Allemagne imposent à la Grèce de continuer d'acheter leurs armes. La vente de deux Rafales et d'un sous-marin font partie du plan grec... Pour Dassault, les affaires reprennent !

La crise actuelle appelle une réponse coordonnée au niveau européen, pour faire valoir d'autres solutions face aux exigences des marchés financiers. Parmi les propositions qui émergent, retenons par exemple celle de donner à la BCE les capacités de prêter aux pays membres, et à un taux inférieur ou égal à celui de l'inflation. Mais, pour cela, il faut revoir le traité de Lisbonne et à cette occasion contester le Pacte de stabilité qui impose des déficits publics inférieurs à 3%. La finalité de l'Union doit être revue dans le sens du progrès social et environnemental. Cela passe par l'arrêt de la politique de l'Euro fort et celle de la lutte prioritaire contre l'inflation. Ce retournement de politique contreviendrait puissamment aux intérêts des créanciers. La rupture avec leur pouvoir suppose un nouveau rapport de force social et politique qui ne peut laisser la social-démocratie du côté des exécutants des exigences libérales. Que Strauss-Kahn dirige le FMI ; que Papandréou soit aussi le président de l'Internationale socialiste ; que les chefs de gouvernement portugais et espagnols soient socialistes ; que nos socialistes à nous aient voté le plan léonin « d'aide à la Grèce » (sic), en dit long sur le chemin à parcourir. Une autre logique politique doit s'inventer ... et s'imposer. Allez la gauche, encore un effort !

● **CATHERINE TRICOT**

« La Grèce est sauvée. » **Quelle Grèce et à quel prix ?**

L' faut aider la Grèce » déclare le président du Sénat (*Le Monde* daté du 30 avril). Mais en même temps circule une pétition du journal *l'Humanité* qui nous appelle à aider le peuple grec qui « n'est pas responsable de la faillite de son Etat » et le mercredi 28 avril le Parti de Gauche organisait un rassemblement de protestation devant l'Association française des Banques. La situation économique et financière en Grèce occupe une grande place dans les médias. Une page facebook a même été créée pour nous inciter à aller en vacances en Grèce afin de montrer notre solidarité envers ce pays et son peuple !

Nous pouvons constater que tous ces appels ne parlent pas du même pays ni du même peuple et que plus que jamais nous ne pouvons parler de la Grèce sans oublier qu'il y a des classes sociales et des intérêts antinomiques. L'opposition entre le monde du travail et le capital est encore une fois sur le devant de la scène. Le gouvernement actuel, élu en octobre dernier, a beau déclarer que les comptes officiels ont été falsifiés par ses prédécesseurs, il n'arrive pas à convaincre le peuple grec que le problème est conjoncturel.

En effet les causes de la crise actuelle remontent loin, dans la création de l'Etat grec au 19^e siècle. Le rôle des grandes puissances a toujours été important et la question dite nationale a dominé la vie publique pendant un siècle. Les revendications d'émancipation sociale allaient toujours de pair avec celle de la souveraineté nationale puisque la politique du roi et des gouvernements successifs étaient souvent dictée par les ambassades des « forces protectrices ».

Culturellement la Grèce était toujours entre l'Orient et l'Occident. L'adhésion à la CEE en 1981 a été présentée comme la preuve de

l'adhésion définitive au monde occidental et la participation à la zone euro en 2001 comme la preuve d'appartenance aux pays industrialisés. Mais la fragilité de son économie est due à la prépondérance du tertiaire et du tourisme et au manque d'une réelle industrialisation. Avec la chute des régimes dits socialistes en 1989 et la transformation de la Grèce de pays d'émigration en pays d'immigration ainsi que

l'organisation des Jeux Olympiques en 2004 les dirigeants du pays ont voulu faire croire que la

page était définitivement tournée. La Grèce était devenue un pays riche et fort. La gauche, sauf rares exceptions, n'a cessé d'essayer de démontrer que la réalité était autre. Les problèmes structurels sont très nombreux. La collusion entre le pouvoir et les intérêts de la finance a souvent été dénoncée. Le seul scandale qui entache Siemens depuis 2006 en dit long. Le népotisme va bon train ; n'oublions pas que quelques familles politiques dirigent le pays depuis des décennies, pour ne citer que les « dynasties » Papandréou ou Karamanlis.

Mais de quelle gauche parle-t-on ? L'actuel gouvernement du PASOK peut-il être considéré comme un gouvernement de gauche ? Le Mouvement Panhellénique Socialiste créé autour de son leader Andréas Papandréou après la chute de la dictature a accédé au pouvoir avec un programme souvent qualifié de populiste (1981-1989). La deuxième période des gouvernements du PASOK (1993-2004) sous l'égide progressiste du parti depuis 1996 n'a pas véritablement changé la donne. L'actuel premier ministre est président de l'Internationale Socialiste.

Une forte tradition communiste héritière, entre autres, de la résistance et de la guerre civile, est exprimée par le Parti communiste ●●●

Les causes de la crise actuelle remontent loin. Le rôle des grandes puissances a toujours été important.

●●● de Grèce (KKE) et la gauche dite rénovatrice (Synaspismos : Coalition de la Gauche, des mouvements et de l'Écologie), qui participe à SYRIZA (Coalition de la Gauche Radicale). Au Parlement européen les députés du KKE et du SYRIZA siègent au groupe de Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) et SYN est adhérent du parti de la Gauche européenne (tout comme le PCF), une des composantes de SYRIZA est observateur et d'autres participent à la Coordination anticapitaliste avec le NPA.

Le parti écologiste, créé il y a quelques années, a des analyses proches des celles des Verts et juge négativement la politique économique du gouvernement actuel.

On pourrait affirmer que la mobilisation des salariés ces derniers temps n'est pas à la hauteur des attaques du gouvernement envers leurs acquis sociaux. En vérité la Grèce a connu depuis 2001 de grandes mobilisations des salariés contre la réforme de la sécurité sociale, tandis qu'en 2006 la proposition d'une réforme constitutionnelle qui permettrait la création d'universités privées a suscité de grandes mobilisations estudiantines auxquelles se sont associés les salariés. Dans les deux cas, le gouvernement a cédé sous la pression des opposants. Quelques années plus tard, les salariés ne se sentent pas capables de changer une situation dont ils ne se sentent responsables.

La Confédération Générale du Travail (GSEE) et la Confédération des Fonctionnaires (ADEDY) ressemblent à des structures syndicales bureaucratiques dont les cadres proches du PASOK semblent souvent éloignés du monde du travail. Il faut souligner que, au contraire de la France, les organisations syndicales grecques sont unifiées et leur ligne est définie par le rapport de forces des différents courants. Les efforts du KKE et du SYRIZA pour changer cette situation via le PAME pour le premier et le Réseau des syndicalistes n'ont pas abouti. La logique sectaire du KKE qui refuse les initiatives unitaires (tel l'appel à un premier mai unitaire) et la cacophonie dans les rangs de SYRIZA sont deux éléments qui empêchent une plus grande mobilisation des salariés.

La crise a révélé les limites du mouvement syndical actuel et le manque de représentativité ainsi que les responsabilités de la gauche vis-à-vis de cette situation. Comment y remédier,



banderolle des étudiants en grève à Saint-Etienne

dier, surtout après la crise ? Ceci reste encore à débattre.

Les propositions concernant la sortie de la crise sont précises et en accord avec les revendications syndicales, sociales et politique soutenues depuis longtemps. Mais elles vont à l'encontre du traité de Lisbonne et du pacte de stabilité, tous les deux décriés par la gauche grecque. Le débat sur l'avenir européen du

La crise a révélé les limites du mouvement syndical actuel et le manque de représentativité ainsi que les responsabilités de la gauche vis-à-vis de cette situation.

pays va de la demande de sortie de l'UE (KKE) à l'espoir d'une possibilité de changement des rapports de force et un virage démocratique de ses constitutions. Le débat au sein de Synaspismos bat son plein en vue du congrès extraordinaire du parti qui aura lieu en juin.

Le gouvernement actuel a été élu sur la base d'un programme qui clamait haut et fort que le pays avait les ressources nécessaires à son développement. Elles sont à trouver à travers une réforme fiscale égalitaire qui taxera les capitaux financiers et l'Église, dans une politique qui osera arrêter la course aux armements dont le budget est un des plus élevés de l'Union Européenne.

Les propositions concrètes pour un changement de cap ne manquent pas. Une analyse d'économistes publiée dans le journal Avghi (2 mai) démontre que les problèmes financiers et de manque de productivité du pays ne sont pas dus au coût des salaires et des retraites. Le gouvernement oriente sa politique dans le sens opposé. Il annonce un grand plan d'austérité, la hausse des taxes, et de la TVA, mesures antisociales par excellence.

La réalité est complexe et la situation change tous les jours. Nous ne pouvons pas donner un réel aperçu des événements puisque les grèves et les mobilisations continuent, ces lignes ayant été rédigées avant la grève du 5 mai. Des réactions commencent à se faire sentir y compris dans les rangs de la majorité. Mais le battage médiatique désoriente l'opinion publique en essayant de la persuader que les mesures prises sont la seule alternative. « La Grèce est sauvée, enfin » titre le JDD du 2 mai.

Les militants de la gauche en France devraient suivre de près l'évolution de la situation économique, financière et sociale en Grèce car nous sommes convaincus que de l'issue de cette crise ne dépend pas l'avenir d'un seul pays mais de l'Europe dans son ensemble. Si les dirigeants actuels réussissent à appliquer la solution préconisée, faire payer la crise aux seuls salariés et retraités, les ●●●

●●● autres pays feront suivre l'exemple. La solidarité avec le peuple grec en lutte est d'une importance capitale. Si les milieux financiers craignent un effet domino dans les indicateurs financiers et économiques, les salariés européens devraient craindre l'effet équivalent pour leurs acquis sociaux, pour ne citer que le débat actuel sur les retraites. La baisse des prestations sociales ne peut qu'aggraver la récession.

Que les crises écologiques soient de plus en plus transfrontalières semble une évidence. La mondialisation a bien montré l'internationalisation des finances. Si nous n'avons qu'un seul enseignement positif à tirer de cette crise c'est la solidarité entre les peuples. Une avancée sociale ne peut se faire dans un seul pays. Le débat sur l'avenir de l'Union européenne est capital. L'économiste Jean-Paul Fitoussi regrette que l'Europe ait laissé la main aux marchés et affirme que « sans dysfonctionnement de l'Union européenne, il n'y aurait pas d'affaire grecque » (*Libération* du 27 avril). Mais si la Grèce devait « avancer vers l'intégration politique de la zone euro, quitte à affaiblir la souveraineté des États membres » (*Le nouvel Observateur* des 22-28 avril) les Grecs s'y opposeraient. Le débat sur l'avenir de l'Europe est donc de première importance. Il ne faudrait pas néanmoins tomber dans le piège du nationalisme ou d'un patriotisme exacerbé. La victimisation ou les théories du complot occidental ou américain contre les Grecs, voir les déclarations de Mikis Théodorakis, sont des pièges à contourner.

En France l'élan unitaire du Non au référendum sur le traité de la Constitution européenne n'a pas été suivi du même élan lors de la Présidentielle. Le Front de gauche n'a pas eu l'ampleur nécessaire. Est-ce que la crise grecque sera une nouvelle occasion perdue ? Arriverons-nous à créer un élan tel qu'il obligera les dirigeants à changer de cap ? Cela dépend de nous tous et nous serons responsables si nous n'oeuvrons pas à créer la dynamique nécessaire. « Ce n'est pas à nous de payer leur crise », « Un autre monde est possible » sont deux slogans plus que jamais d'actualité.

● **NIKOS GRAIKOS**, MEMBRE DU CA DE LA COMMUNAUTÉ HELLÉNIQUE DE PARIS

Cerises est édité par
les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi
Queues de Cerises : Michèle Kiintz,
Roger Martelli, Philippe Stierlin,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

DÉLICIEUX !

Deux ouvrages collectifs pour contribuer à faire advenir le temps des cerises. Le premier interroge sur les antécédents et les expériences contemporaines d'autogestion dans le monde. Le deuxième s'inscrit dans la suite des journées de travail de l'OMOS sur le processus d'émancipation individuelle et collective, ce qui met l'individu en mouvement ou y fait obstacle. Il inaugure une nouvelle collection. Extrait des fiches d'éditeur, voici, en attendant qu'une lectrice ou un lecteur nous fasse partager son approche de l'ouvrage, de premières présentations. MICHÈLE KIINTZ



AUTOGESTION

Hier, aujourd'hui, demain
collectif Lucien Collonges
mai 2010, 30 euros

LES PRÉSENTATIONS DU LIVRE

1. "On produit, on vend, on se paie", ce mot d'ordre des ouvriers de l'usine Lip en autogestion, les auteurs de ce livre le font leur.

À l'heure où la gauche est en crise d'alternative, tant dans l'élaboration de perspectives d'émancipation que dans le présent résistant, l'autogestion apparaît comme l'ouverture d'un autre possible. Qui refuse et la caricature du socialisme de caserne d'État et le capitalisme de la marchandise et de l'aliénation. L'autogestion est une fenêtre sur l'avenir. S'inscrivant dans la longue tradition historique des coopératives et de la Commune de Paris, l'autogestion surgit comme une réponse immédiate et pratique à la faillite de directions d'entreprise, voire plus largement à celle de l'État lorsque celui-ci abandonne les citoyens.

Car l'autogestion ne touche pas seulement le secteur de la production ; elle touche à de nombreux autres domaines de la vie sociale – éducation, habitats, par exemple – et aux institutions politiques. Elle est autant sociétale qu'économique. Phénomène mondial, elle se développe en Europe notamment en France, en Espagne et en Italie, mais également en Amérique du Sud (Argentine, Chili, Brésil, Venezuela) et dans bien d'autres pays à travers le monde du Nord au Sud. Elle marque les grands événements révolutionnaires de la Commune de Paris à Mai 68 en passant par le mouvement de Solidarnosc en Pologne, le Chili d'Allende.

Elle est la plus actuelle des utopies de notre monde d'aujourd'hui.

AU SOMMAIRE : Printemps de Prague ; Lip ; Solidarnosc ; Altermondialisme ; Argentine ; Communautés indiennes en Bolivie ; Mouvements pédagogiques ; Pouvoir étudiant et lycéen ; Conseils communaux au Venezuela ; Yougoslavie ; Hongrie ; Pratiques culturelles ; Algérie ; Le Chili de l'Unité populaire ; Le mouvement coopératif ; Budget participatif à Porto Alegre (Brésil) ; Réponses autogestionnaires au défi de l'écologie, La Commune de Paris ; les communes populaires de 1792 ; Réquisitions et autogestion à Marseille en 1944-1945, etc.

PARMI LES AUTEURS :

Bruno Della Sudda, enseignant à Nice et ancien conseiller municipal de la ville ; Guy Giani, enseignant à Cannes ; Richard Neuville, spécialiste de l'Amérique latine (Ardèche) ; Frank Gaudichaud,

enseignant à Grenoble ; Sophie Wanish, auteure de *La liberté ou la mort* (La Fabrique) ; Jean-Marie Harribey, président d'Attac, enseignant à l'université de Bordeaux ; Robert Mencherini, auteur de *Midi rouge, ombres et lumières* (Syllepse), professeur à l'université d'Aix-Marseille ; Michael Löwy ; Mohammed Harbi, spécialiste du mouvement de libération algérien ; Catherine Samary, collaboratrice du Monde diplomatique.



DESIR INDIVIDUEL - CONSCIENCE COLLECTIVE

Pierre Zarka (coord.)
mai 2010, 7 euros

LE LIVRE

Il pose la question : « Qui est le sujet politique ? ». L'émancipation n'est pas seulement un objectif mais un processus qui commence ici et maintenant. Si l'individu est mû par le désir, il n'est pas une monade isolée sur elle-même, il est l'ensemble des relations sociales par lesquelles il existe. Le désir individuel est donc ouverture au mouvement même de la société et cependant l'intrication de l'individuel et du collectif ne s'effectue pas de manière automatique ; les mobilisations du « tous ensemble » ne sont pas la somme des individus qui les composent.

La psychanalyse nous apprend à déconstruire le mythe du sujet politique et met en évidence que c'est la dépossession de soi qui le caractérise aujourd'hui. Le désir est cette tension qui pousse l'individu à se mettre en mouvement et à faire écart avec la normalité institutionnelle. L'absence de contradictions et d'adversité tue le désir.

UNE NOUVELLE COLLECTION

Fondé en 2001 par Pierre Zarka et Jean-Marie Vincent, l'Observatoire des Mouvements de la société (OMOS) rassemble des chercheurs et des militants, qui souhaitent travailler à la refondation de la gauche en s'attachant, de manière pluraliste, à explorer les processus à l'œuvre dans les représentations et les comportements politiques dans la société contemporaine, à dévoiler ce qui meurt de la culture politique traditionnelle, ce qui demeure vivace, ce qui pointe d'inédit.

LES AUTEURS

Pierre Zarka, ancien directeur de *L'Humanité* ; René Mouriaux ; Gérard Pommier et Alain Rebours sont psychanalystes ; Francis Sitel, rédacteur de la revue *ContreTemps* (Syllepse), Emmanuel Terray, anthropologue ; Nicole-Edith Thévenin, psychanalyste, enseignante à Paris 8.

* membre de l'ACU et de la FASE

AG de la FASE. Une Assemblée générale de la Fédération pour une alternative sociale et écologique aura lieu les 5 et 6 juin, à la Bourse du travail de Saint-Denis. Dans la continuité des discussions et des décisions déjà prises en janvier 2010, cette réunion sera centrée sur deux thèmes : la redéfinition de la FASE, l'actualisation de son identité et de ses orientations fondamentales ; le fonctionnement de la Fédération. Des textes seront diffusés dans les prochains jours pour la préparation de cette réunion. Infos sur : <http://lafederation.org>

Nouveau départ. Le texte de départ collectif du PCF évoqué dans notre précédent numéro est disponible sur simple demande par mail à cette adresse : nouveaudepart@camarail.com. Cette adresse sert aussi au recueil des signatures.

Ebullition dans le secteur de la culture. Manifestation le 6 mai, appels de revues et de professionnels, actions locales se multiplient. S'y exprime notamment l'inquiétude devant les effets de la Révision générale des politiques publiques, qui affaiblit le ministère de la Culture, et de la réforme des collectivités territoriales, qui va les contraindre à réduire leur soutien aux actions culturelles. Ainsi un appel du théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis évoque la volonté du ministère des Finances de « retirer 30 millions d'euros au seul secteur de la création dès 2011 » et de la « précarité grandissante pour de nombreux de métiers du spectacle et de la culture ». Il demande « une véritable garantie de compétence culturelle par les collectivités territoriales, l'arrêt de la Révision Générale des Politiques Publiques dans notre secteur, un plan de relance et de développement, notamment en faveur de l'éducation artistique, de la démocratisation culturelle et de l'action internationale, une vraie politique publique en faveur de l'emploi artistique et la pérennisation du régime spécifique d'assurance chômage des artistes et techniciens du spectacle ».

La «rationalité économique» contre la culture. Un autre appel,

lancé en janvier (www.hors-champ.org/spip.php?article3211) souligne que « *L'absence actuelle de vrai débat public sur la place de l'art et de la culture dans notre société est un symptôme historique extrêmement inquiétant. Elle annonce, pour la première fois depuis la Libération, le risque d'abandon d'une part fondamentale de l'histoire de notre pays. (...) Dans le cadre d'une révision générale des politiques publiques qui veut tout soumettre, y compris l'inquantifiable, à la 'rationalité économique', l'ensemble des directions artistiques sont réduites à une Direction générale de la création artistique, coïncée entre une Direction des patrimoines et celle des médias et des industries culturelles. (...) Dans l'Europe néolibérale, un faisceau de signes innombrables converge vers la destruction de ce que nous appelons l'humain. Brutalité d'une main, propagande de l'autre, encouragement général à cesser de penser et échanger. Cet encerclement qui concerne tous les aspects de nos vies tend à faire de chacun un individu dénué de sens collectif. On peut s'inquiéter de ce qu'il adviendrait d'une civilisation déjà très altérée par un individualisme stérile, une fois amputée de ce qu'il lui reste de capacité à utiliser le symbole comme moyen d'échange et de construction d'une richesse culturelle commune* ».

André Gérin et la Burqa (suite). Le député vient d'annoncer qu'il votera « la loi pour interdire le port du voile intégral dans l'espace public. Je suis ainsi fidèle au travail de la mission parlementaire, à son esprit républicain, qui ont permis de réaliser un travail exceptionnel avec le dépôt d'un rapport important, unanimement partagé par tous les députés de gauche et de droite. ». Tellement unanimement partagé par les députés de gauche qu'André Gérin s'est retrouvé isolé lors de la dernière réunion du groupe PC-PG à l'Assemblée nationale. Et le député de reprendre son plaidoyer contre le « communautarisme », le « fondamentalisme musulman », les « talibans français, qui instrumentalisent l'Islam, les religieux, les musulmans pour des objectifs sous-tendus par une idéologie barbare, anti républicaine, anti-

France ». «Anti-France» ? Terme directement issu des discours du régime de Vichy, destiné à « faire la synthèse de l'anticommunisme, de l'antisémitisme, de l'antimaçonisme et de la xénophobie en caractérisant communistes, juifs, franc-maçons ou étrangers d'ennemis de l'intérieur, c'est-à-dire comme des éléments qui ne seraient pas solidaires de la communauté nationale » (extrait de <http://fr.wikipedia.org/wiki/Anti-France>).

Plan de relance contre la précarité. L'Appel et la Pioche organise le 15 mai une journée politico-festive autour des précarités et des résistances à la précarité : « Le Plan de relance ». Il y aura des conférences, des ateliers, des tables-rondes, une expo, des concerts, des projections, une table associative et une table politique. Soit : une quarantaine d'invités, une quinzaine d'associations, organisations, partis, collectifs et syndicats invités et associés ! Cet événement se déroulera au squat (Jeudi Noir) de La Marquise, 11 rue de Birague dans le 4^e arr. de Paris (métro Bastille ou Saint Paul).

Grande fête du printemps des services publics. Organisé par le Collectif de défense et de développement des Services Publics Paris (qui regroupe de très nombreux organisations), elle aura lieu le 29 mai de 11h30 à 18h30, place Bataille Stalingrad (métro Jaurès), avec des concerts, des expositions, des jeux et des animations. Info sur www.myspace.com/printempsservicespublics



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis et toute la famille à recevoir Cerises en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com